

# Jours ordinaires à la brigade des mineurs de Paris (fin)

## Vigies de la Net-pédophilie

**Au printemps, «Libération» a pu suivre, pendant plusieurs jours, le travail de la brigade des mineurs de Paris. Auditions, vérifications, enquêtes sociales, mais aussi traque de la pornographie infantile sur le Net: reportage au cœur de la plus importante brigade, en France, chargée des enfants et adolescents victimes. Aujourd'hui, second**

**Images.** Des milliers d'images. Qui défilent sur un écran d'ordinateur. Des enfants entre eux. Des enfants avec des adultes. Le sexe, partout, du monde entier. Et Fabrice Gauthier, dans un réduit où trône un seul PC, pour faire la chasse à ça. Il est capitaine à la brigade des mineurs de Paris. Fondu d'informatique, féru de nouvelles technologies et devenu, par la force des choses, un virtuose du système D. Le soir, il surfe chez lui. Parce que, chez lui, il a une machine plus puissante. Parce que, le soir, les cyberpédophiles sortent du bois. Pendant la journée, avec ses deux adjoints, Fabrice Gauthier fait partie du GOR, le groupe opérationnel de recherches. Au quatrième étage de la brigade des mineurs de Paris, ils ont un statut un peu à part. Des policiers virtuels, en quelque sorte.

**et dernier volet.** Mais pas seulement: ils viennent d'arrêter un trafiquant d'images à caractère pédophile, multirécidiviste, qui s'apprêtait à partir à l'étranger y réaliser sa première «production» vidéo. Un gros coup (1). Comme il en survient de plus en plus souvent, tant l'expansion du cyberspace génère de mateurs et d'amateurs. «C'est un recyclage infini: sur le réseau circulent des dizaines de milliers d'images. On en connaît la plupart. Un universitaire de Cork, en Irlande, a établi qu'environ 80 % de ces clichés sont anciens», dit Fabrice Gauthier. Il y a les séries de photos datant des années 70, extraites de revues comme *Lolita* ou *Lover Boys*, celles prises, à la même époque, par des pédophiles plusieurs fois condamnés, ou encore des images plus récentes, mais déjà identifiées. «Le premier boulot, c'est de faire le tri. Est-ce connu, ou pas?» Ensuite, Fabrice Gauthier, épaulé par le capitaine Frédéric Duval, dit «Dudu», et par le gardien de la paix Christophe Babler, détermine si l'image est pornographique ou non. «Puisque aucune définition légale n'existe», ils retiennent les actes de pénétration et les poses «suggestives» – la photo d'une petite fille nue au soleil, par exemple, «ce n'est pas répréhensible». Et puis il y a l'âge. La plupart des sites pornos, surtout aux Etats-Unis, vendent leur marchandise sous l'appellation «teen», c'est-à-dire «adolescent». «Parce que ça marche mieux. Mais en fait, ce sont de jeunes adultes. Nous, on dresse l'oreille quand on repère des sites «pre-teen», ou encore «HCPT»: hard core pre-teen, ce qui signifie, en gros, que c'est des gamins, et que c'est encore plus crade.»

**D**ans un réduit de la brigade des mineurs, trois policiers munis d'un seul PC traquent sur le réseau trafiquants d'images pornos infantiles et cyber-mateurs.

Depuis le réduit du quatrième étage, on surfe sur l'Internet. Pendant dix minutes, l'internaute sera renvoyé de portail en portail, de porno adulte en porno adulte tendance «teen», avant, éventuellement, de tomber sur des photos mettant en scène des enfants. Mais que ce soit «Daddy penetrating Anna» ou «Illegal kids porno», ces sites sont payants, et domiciliés à l'étranger. «*Légalement, on ne peut rien faire, sinon alerter le pays hôte.*» Parfois, ça marche. Fabrice Gauthier avait repéré un Suédois sur le Net, il a transmis le dossier à ses collègues de Stockholm. «*Ils l'ont arrêté, il avait violé des dizaines d'enfants. Là-bas, c'est l'affaire de la décennie, et c'est parti de chez nous.*» Petite fierté. Par procuration. Parce qu'en France, c'est maigre. Bien sûr, les GOR arrêtent chaque année des trafiquants, qu'ils appellent aussi «diffuseurs» (28 affaires de ce genre en 2000), c'est-à-dire des gens qui échangent ou achètent des images de pornographie infantine et dont on s'aperçoit souvent, comme le type que la brigade vient d'épingler, qu'ils ont un passé chargé en matière de pédophilie. Mais jamais, jusqu'à présent, les GOR n'ont mis la main sur un «auteur», à savoir un abuseur d'enfants qui aurait diffusé, en France, ses propres images de viol. L'actualité, pourtant, ne parle que de ça. Réseaux, fichiers, CD-Rom... «*Pour nous, ce serait la cerise sur le gâteau, de tomber sur un auteur. Hélas, depuis trois ans qu'on travaille là-dessus, on n'a chopé que des diffuseurs. Jamais d'auteurs. Et jamais, non plus, de site commercial français. Alors*

*des acheteurs d'images, oui, mais pas des réseaux au sens classique: les pédophiles fonctionnent plutôt au troc.*»

**Système D.** Des bouts de ficelle en somme, des deux côtés de l'écran. Avec, comme souvent, un léger avantage aux «méchants». Parce que les «gentils» doivent composer avec l'inertie de l'administration et la philosophie même de l'Internet, ce grand supermarché de la liberté. Un internaute veut signaler un site douteux? Les GOR n'ont même pas d'adresse électronique: ils récupéreront tant bien que mal, des jours plus tard, les e-mails adressés à la préfecture

de police. Les GOR doivent vérifier quelque chose sur le Web? Leur fournisseur d'accès, choisi par l'Etat, empêche automatiquement toute connexion vers des sites pornographiques: «*Du coup, on utilise des adresses perso.*» Les GOR ont besoin de payer pour accéder à certaines images? Ils n'ont pas de carte bancaire et doivent, si c'est vraiment nécessaire, faire une demande spécifique à leur hiérarchie... Voilà pour la cuisine interne.

Côté réseau, ce n'est pas plus brillant. Quand les policiers disent «enquête judiciaire», on leur rétorque «logique commerciale». Exemple: Fabrice Gauthier s'adresse régulièrement aux fournisseurs d'accès (Yahoo, Wanadoo, Free...) pour identifier les trafiquants. Il a besoin de leur collaboration, car, à moins d'être idiot, un pédophile se présente rarement sous son nom; il faut donc arriver à le localiser via son «adresse IP», une série de chiffres attribuée, à chaque connexion, par le fournisseur d'accès à son client (2). Mais ça coûte cher: 200 francs par adresse IP. Et comme les policiers, pour ne pas se tromper, vérifient deux fois plutôt qu'une l'identité d'un éventuel pédophile, l'addition grimpe vite. «*Bientôt, on sera obligé de faire des devis avant de foncer*», dit la commissaire Nicole Tricart, patronne de la brigade des mineurs. C'est le ministère de la Justice qui paye, mais il faut penser au résultat. «*Pourquoi engager 8000 francs de frais pour un type qui, s'il passe en jugement, ne payera que 1000 francs d'amende?*» Quelques fournisseurs d'accès pinaillent aussi sur l'intérêt de conserver, en archive, la liste, certes monumentale, des adresses IP utilisées par leurs clients.

*«Depuis trois ans qu'on travaille là-dessus, on n'a jamais chopé que des diffuseurs, jamais d'auteurs.»  
Fabrice Gauthier, capitaine à la brigade des mineurs de Paris*

«*C'est une question cruciale pour nous. Si les Yahoo ou Wanadoo ne conservent plus aucune trace, on pourra mettre la clé sous la porte*», dit Fabrice Gauthier (lire ci-contre).

**Navigation.** Un travail de titan, surtout quand on entrevoit la complexe cartographie du réseau. Les sites, notamment commerciaux, forment en quelque sorte l'autoroute du Net: grande fréquentation, consultation plus ou moins aisée, mais accessibilité totale. Ensuite se trouvent les groupes de discussion, qui pourraient correspondre à des routes nationales: tout le monde peut les emprunter, mais elles sont moins nombreuses. Enfin, les salons de discussions et les «e-groups» seraient l'équivalent de chemins privés: seuls les abonnés montrant patte blanche peuvent y pénétrer. Voilà les trois espaces de fréquentation pédophile sur l'Internet; si l'autoroute peut attirer les curieux au hasard d'un surf, ou certains pédophiles ignares en informatique, les nationales et les chemins privés concentrent les vrais amateurs. Prenons les groupes de discussion (les routes nationales): il y en a environ 80 000 dans le monde,

dont des pédophiles, comme, au hasard, un Incest Discussion Forum. Ici, les policiers peuvent arriver à identifier les utilisateurs, «*mais de plus en plus de fournisseurs d'accès, notamment aux Etats-Unis, font de l'anonymat un argument promotionnel*», dit Fabrice Gauthier. Mieux protégés (ce sont des chemins privés), les salons de discussion n'acceptent de nouvel arrivant que s'il fournit ses propres photos de pornographie infantine (3). Ça se corse pour les GOR: ils n'ont pas le droit de faire ça, ni «*de tendre des pièges ou d'infiltrer un site, comme ça se pratique aux Etats-Unis*» – ils rusent en envoyant des photos pornos adultes. Une fois admis au salon, que se passe-t-il? Ce

jour de semaine, 17 heures à Paris, un certain «p-lover» propose des images. Grâce à ses numéros d'identification, les policiers le repèrent en Californie. Au même moment sont connectés un Russe, un Danois, un Canadien... Tout se déroule à l'étranger: la brigade ne peut rien faire.

Dans les chemins privés se nichent aussi, plus secrets encore et plus récents (puisqu'apparus il y a deux ans), ce que les policiers nomment les «e-groups».

Pour y entrer, outre l'envoi de clichés à caractère pédophile, une identification s'impose. «*Légalement, on est toujours bloqué. On se débrouille en récupérant des mots de passe*», dit Fabrice Gauthier. Mais il est bien plus difficile, ici, de remonter la piste: en général, l'adresse IP ne mène à rien. «*Il ne faut pas rêver, on ne chope que les cons*.» Les autres ont à leur disposition, dans une tanière virtuelle appelée BBS (Bulletin Board System), un peu l'ancêtre de l'Internet), toute une série d'astuces et de liens vers

des sites qui enseignent le B.A. BA de l'anonymat. Alors, quand l'internaute pédophile a tout compris du système, l'éventail de ses choix devient vertigineux. Il peut être membre de plusieurs centaines de «e-groups» – les enfants russes, le hard core californien –, chacun d'entre eux réunissant jusqu'à 10000 abonnés. Qui passent leur temps à s'échanger des photos. «*Ce sont des collecteurs, ils archivent tout*.» Par milliers.

Ainsi, le pédophile que la brigade vient de coincer, le multirécidiviste qui s'apprêtait à partir à l'étranger, possédait des dizaines de disquettes et de CD-Rom. Au total, «*on devrait atteindre les 100000 clichés*», dit

## Archiver ou effacer?

Faut-il conserver les données de connexion au Net, et combien de temps? Deux camps s'affrontent avec des principes opposés. D'un côté, les défenseurs des libertés et fournisseurs d'accès, de l'autre, les autorités policières. Les premiers argumentent: demande-t-on à un patron de bar de tenir un registre des allées et venues des clients, de leurs consommations et jusqu'à la nature de leurs discussions? Les seconds

rétorquent qu'ils ne peuvent lutter sans ces données... Le débat devrait arriver en Conseil des ministres la semaine prochaine avec la loi sur la société de l'information. La proposition du ministère de l'Intérieur, qui voulait fixer à une année le temps de conservation des archives par les fournisseurs d'accès, devrait être écartée. Le consensus semble se dessiner sur six mois. F.-M.S.

Christophe Babler, le numéro trois de la cellule GOR, chargé de l'inventaire (4). Il répertorie ce qui est déjà connu, ce qui pourrait être identifié grâce à un journal qui traîne, un calendrier au mur. Des petites filles avec des hommes, des enfants attachés, des chiens avec des enfants. Des bébés découpés: «*On connaît. Ça vient d'un site américain qui balance des photos d'autopsies ou de cadavres*.» Mais rien qui ne semble français, et rien qui ne soit «joué» par l'homme arrêté. Dans la pièce d'à côté, d'autres policiers visionnent la trentaine de cassettes vidéo saisies chez le pédophile. Toutes en provenance de Russie, sous des jaquettes de dessins animés. Des gamins d'une dizaine d'années environ, entre eux. Parfois, ils jouent au Yo-Yo ou fument des cigarettes. On entend les oiseaux, le bruit d'un avion. L'homme est déféré au parquet de Paris. Il risque cinq années de prison.

**L'avenir.** Un trafiquant parmi d'autres. Une aiguille dans une botte de foin. Chaque année, les internautes signalent à la police des centaines de sites bizarres, de personnes louches. Dans le lot, beaucoup d'affaires «foireuses». Exemple: les gens du GOR ont arrêté un homme qui, sur le Net, «vendait» sa fille de 14 ans. En réalité, l'homme était marié, n'avait pas de fille, et menait à sa façon le combat contre les pédophiles en les envoyant aux quatre coins de la France, pour de faux rendez-vous. Une autre fois, derrière une «mère offrant ses enfants de 12 et 13 ans», les policiers ont découvert un père de famille,

45 ans, «*qui s'ennuyait dans la vie*». Le risque, au-delà de ces chassés-croisés plus ou moins cocasses, est de «*créer une demande*». Fabrice Gauthier en est certain: «*Tous ces gens n'auraient jamais eu accès à ces images, avant. S'ils y prennent goût, qui sait s'ils ne passeront pas à l'acte?*» Voilà le futur; sombre, inquiétant. «*C'est demain que ça va exploser. Avec une caméra numérique, n'importe qui pourra tourner et diffuser ce qu'il veut*.» Les policiers pronostiquent l'essor des échanges «horizontaux», sans contrôle: ça s'appelle le «peer to peer» (directement d'une personne à une autre), et ça passe par des logiciels comme Gnutella. Où l'on trouve des fichiers musicaux, des clips mais aussi des séquences de pornographie infantine... Là, un nouveau public, confortablement anonyme, pourra échanger à l'infini. Sans plus aucun filet. La science-fiction, déjà ●

FRANÇOISE-MARIE SANTUCCI  
photos RÉMY LAINÉ

(1) La brigade des mineurs de Paris est la seule entité judiciaire de la police travaillant sur le trafic d'images à caractère pédophile, de A à Z: c'est-à-dire s'occupant aussi bien des victimes que de l'expertise des ordinateurs (ça fait des économies, puisqu'une expertise extérieure peut coûter jusqu'à 100000 francs). Il n'y a pas de coordination spécifique entre tous les services de police pouvant traiter ce genre de dossiers, et encore moins entre la police et la gendarmerie (qui, elle, sépare les enquêtes judiciaires des analyses techniques, réalisées par la cellule de veille Internet du Service technique de recherches judiciaires et de documentation (STRJD) de Rosny-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis).

(2) Ici, les policiers identifient uniquement ceux qui achètent, vendent ou échanger des photos à caractère pédophile. Non ceux qui surfent «par curiosité».

(3) Par propres photos, on entend celles achetées ou échangées sur le Net, pas forcément celles prises par l'internaute.

(4) Que fait-on de tous les clichés saisis? Pour l'instant, rien. Il est prévu qu'un jour, ces milliers de photos soient compilées. Mais le logiciel prévu à cet effet, Surf Images, n'est toujours pas au point; les policiers devront, pendant encore un moment, uniquement compter sur leur mémoire.